

L'eau, à consommer avec modération



Les risques. Les nappes profondes sont naturellement protégées des pollutions accidentelles ou diffuses. C'est au plus profond que les problèmes se posent, la qualité des eaux dépendant de la pression dans les roches réservoir. C'est là qu'il va falloir intervenir pour repousser les risques éventuels en Gironde.

Jean-Paul Vigneaud

Le combat engagé pour protéger les réserves d'eau en Gironde vient de franchir une étape avec l'adoption du schéma d'aménagement et de gestion des eaux souterraines. Le SAGE « nappes profondes ». Un nom qui résume tout. Il faudra être impérativement sages dans l'avenir si l'on veut conserver la possibilité de tourner le robinet et d'avoir l'eau que l'on souhaite. En quantité, en qualité et au meilleur prix surtout.

Ce plan de bataille a été arrêté par la Commission locale de l'eau (voir par ailleurs). Un vote quasi unanime. Les élus locaux ont voté pour, les représentants de l'État et des établissements publics aussi. Une seule surprise et, encore très limitée, au sein du collège usagers. D'un côté, les industriels et agriculteurs ont voté pour, de l'autre les associations d'usagers se sont abstenus.

Le SAGE va être maintenant adressé pour avis aux collectivités territoriales, aux chambres consulaires et aux services publics concernés. Le Comité de bassin et le public seront également consultés et, si tout va bien, le SAGE sera entériné par le préfet et mis en œuvre en fin d'année.

150 millions de mètres cubes. Le SAGE ne vise rien d'autre finalement que de mettre un terme au gaspillage.

Le sous-sol girondin a beau abriter l'une des plus importantes ressources en eau de bonne qualité — la quasi-totalité du département est aujourd'hui alimentée par des eaux souterraines — il n'est pas évident en effet que les réserves tiennent le choc.

145 à 150 millions de mètres cubes d'eau sont prélevés chaque année dans les nappes profondes : 108 millions en gros pour l'alimentation en eau potable, 25

pour l'agriculture, 1,5 pour la collectivité, 4 pour la géothermie et 8 pour l'industrie.

Trop, c'est trop. Pour éviter un trop grand dérapage, le SAGE préconise une économie de 30 millions de mètres cubes d'ici à l'an 2010 : une réduction de consommation de 15 millions et l'utilisation de ressources de substitution (autres nappes et eaux superficielles) du même ordre.

Changer de comportement.

Ce qui signifie qu'il va falloir changer de comportement, réduire les fuites sur les réseaux et améliorer les matériels. Et, parallèlement, pour les besoins industriels et agricoles, rechercher des sources de substitution. Comme l'eau de la Garonne. Ce qui va se faire pour certaines industries situées entre le nord de Bordeaux et le bec d'Ambès. Au lieu de gâcher l'eau potable des nappes profondes, celles-ci utiliseront l'eau du fleuve par le biais de tout un système de pompage, de traitement et de redistribution.

Le SAGE prévoit aussi la protection des nappes souterraines menacées. Par la pollution ou tout autre phénomène. L'intrusion saline dans le Médoc, par exemple. Dans ces lieux atteints, il apparaît urgent de prendre des mesures.

Mais l'eau a beau être claire, tous ces problèmes de nappes profondes et de différentes couches souterraines sont complexes et difficiles à comprendre. Une raison pour laquelle la commission locale de l'eau organisera un grand colloque à l'automne prochain sur Bordeaux. « Un colloque où toutes les personnes intéressées pourront venir s'informer et poser des questions », précise Pierre Ducout, député-maire de Cestas, le président de la CLE. A l'évidence, il y aura du monde.

Les risques identifiés

Dans le diagnostic du SAGE, on constate que l'intrusion saline (du sel dans l'eau) à hauteur de l'estuaire de la Gironde n'est pas le seul phénomène inquiétant. D'autres problèmes plus diffus se présentent et un peu partout.

Les dépressions dans les nappes sont des situations artificielles qui peuvent, selon les spécialistes, générer différents impacts :

— La qualité chimique des eaux peut se dégrader par des échanges entre nappes comme avec les lentilles salées du Médoc ou le domaine minéralisé, soit par la suppression des protections naturelles comme au sud-est de Bordeaux.

— La modification de la pression et, à partir de là, des niveaux provoque des effets d'ajustement qui se transmettent à l'intérieur d'une même nappe, mais aussi aux autres.

— La baisse du niveau des aquifères se traduit inévitablement par une augmentation des coûts d'exploitation, puisqu'il faut forer et pomper à des profondeurs plus importantes.

Quoi qu'il en soit, les nappes d'eau souterraine girondines n'ont jamais été dans la situation où elles sont aujourd'hui. D'où la nécessité de réagir et vite.

Question

La CLE ?

La CLE est la commission locale de l'eau. Présidée par Pierre Ducout, député-maire de Cestas, cette commission a été mise en place par le préfet le 22 mars 1999.

Elle est composée de 24 membres : des élus locaux (12 membres), des représentants des usagers, organisations professionnelles et associations (6) et des représentants de l'État et de ses établissements publics (6).

Pour établir le SAGE, cette commission s'est réunie durant trois ans de façon régulière. Elle s'est exclusivement intéressée à la situation des eaux profondes en Gironde.

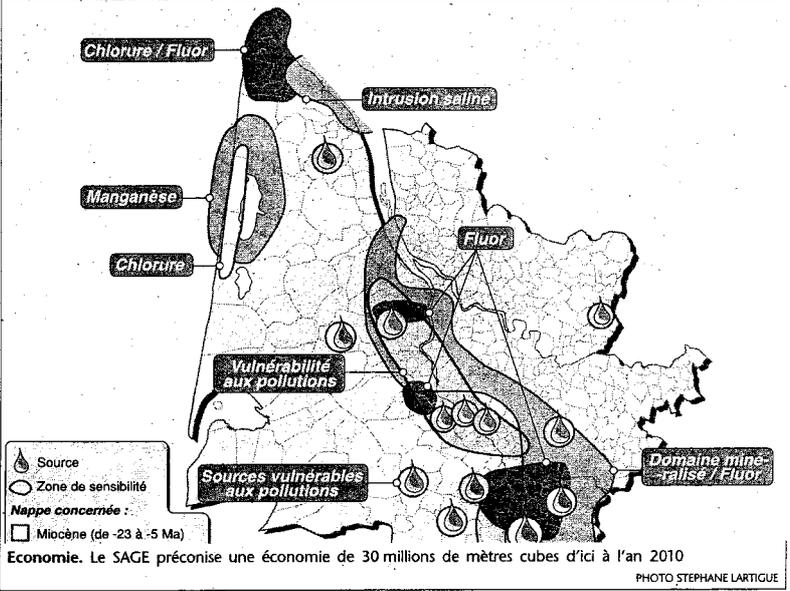
Les grands systèmes aquifères qui contiennent les nappes n'ayant pas de limites, les départements voisins ont été évidemment régulièrement informés.

La Commission locale de l'eau ne disparaît pas avec la présentation du SAGE. Elle continuera de mettre en œuvre le schéma adopté jusqu'en 2010 environ.

Le travail de la CLE est soutenu par l'ensemble des collectivités.

Comme en témoigne son double secrétariat. Le secrétariat administratif est assuré par le Conseil général, le secrétariat technique, par la SMEGREG, où l'on retrouve unis le Conseil général et la Communauté urbaine de Bordeaux.

■ Nappes profondes en Gironde : les risques qualitatifs.



EAU. Les Verts souhaitent que la Gironde aille plus loin que les préconisations du schéma de gestion

30 % d'économies, ce n'est pas utopique

Avant 2010, la Gironde doit impérativement économiser 30 millions de mètres cubes d'eau, soit 10 % en gros de sa consommation actuelle. C'est la préconisation majeure du schéma d'aménagement et de gestion des eaux des nappes profondes de Gironde (SAGE nappes profondes) adopté en juillet dernier, présenté pour avis actuellement à toutes les collectivités et services publics, et qui fera l'objet aujourd'hui à Cestas d'une journée d'information-débat.

Par le biais de leurs élus, les Verts participent activement au débat ouvert. Ce qu'ils confirmaient hier matin lors d'une conférence de presse. Devant un lieu plein de symboles — la Maison de l'eau, cours Georges-Clemenceau à Bordeaux — avec un verre... d'eau à la main, et comme le ciel est souvent complice, quelques gouttes de pluie.

« Nous sommes favorables aux décisions du SAGE, note Gérard Chausset, adjoint au maire de Mérignac, conseiller communautaire et membre de la commission locale de l'eau. Nous soutenons le projet mais nous trouvons que la Gironde n'est pas assez énergique et volontariste. 10 % d'économie, c'est bien, mais ce ne sera pas suffisant pour préserver nos réserves. Nous devons aller jusqu'à 20 ou 30 % d'économie. C'est possible ! Des expériences menées dans des villes de Bretagne (Quimper, Lo-



150 litres. La consommation moyenne par personne et par jour PHOTO THIERRY DAVID

rient...) ou dans des secteurs plus proche de nous, comme le campus universitaire de Talence, l'ont démontré. »

A confort égal. Sur les 150 litres consommés en moyenne chaque jour par personne, les élus verts pensent que 20 à 30 % peuvent être économisés. Avec 80 euros de matériel comme des aérateurs au niveau de tous les robinets, une pomme de douche avec économi-

seur, ou des écoplaquettes dans le réservoir d'eau de la cuve des WC. « Ceci à confort égal, note Gérard Chausset, car faire des économies, ça ne veut pas dire se priver d'eau, c'est trouver les moyens pour ne pas gaspiller l'eau inutilement. » L'ennui, selon lui, c'est que le matériel idéal ne se trouve pas facilement. « Le meilleur matériel se vend exclusivement par correspondance. »

Autre problème, selon Gérard Chausset, c'est la contradiction qui existe entre la volonté du SAGE et l'attitude des sociétés qui vendent l'eau. « D'un côté, on fait tout pour économiser l'eau, de l'autre on fait tout pour en vendre plus », regrette Gérard Chausset en dénonçant les démarches exclusivement commerciales des sociétés vendeuses, comme la Lyonnaise des Eaux, sur la Communauté urbaine de Bordeaux. De prendre ici pour exemple, la Maison de l'eau et ses présentations : « Faites donc un tour de l'exposition. On vous dit tout, on vous explique tout, mais à aucun moment on ne vous indique qu'il est important de protéger les ressources, donc nécessaire de faire des économies. »

Pour évoquer tout cela, les élus verts pensent qu'une journée d'information comme celle de Cestas n'est pas suffisante : « Nous souhaitons que le préfet convoque une table ronde de tous les acteurs afin de mettre en œuvre le SAGE et de définir les moyens de sa réalisation. »

: J.-P. V.

EAU. Les Verts souhaitent une politique plus ambitieuse de maîtrise de la consommation

Les Verts prônent la communication

■ Combien de Girondins savent qu'ils peuvent se rendre dans leur mairie pour consulter le schéma d'aménagement et de gestion des eaux, alias SAGE ? Certainement très peu, et ils ont des excuses, car il faut bien dire que les pouvoirs publics communiquent avec parcimonie sur ce sujet pourtant sensible.

L'objectif de ce SAGE est de parvenir à une diminution de la consommation d'eau des nappes profondes du département, une eau d'excellente qualité. Cette eau fait l'objet de prélèvements anarchiques depuis des décennies; si rien n'est fait, elle sera envahie par les eaux salines de la Gironde et le mal sera irréversible. Le SAGE a été élaboré pour rémé-

dier à ce problème, notamment en préconisant la mise en place de ressources de substitution pour les industriels et les agriculteurs. « Ce schéma va dans le bon sens, mais il affiche un objectif de 10 % d'économies, ce qui est nettement insuffisant », affirme Gérard Chausset, élu vert de Mérignac et membre de la commission locale de l'eau, que préside le député-maire (PS) de Cestas, Pierre Ducout.

« Il est parfaitement possible d'aller jusqu'à 30 % d'économies d'eau, ajoute Gérard Chausset. Cela s'est fait sur le campus de Talence grâce à certains équipements, ou dans certaines villes de Bretagne. » Les Verts-Gironde vont profiter de la Journée inter-

nationale de l'eau, aujourd'hui, pour diffuser une pétition « Halte au gaspillage ». Les Verts souhaitent d'abord que le préfet se saisisse du dossier et invite les Girondins à s'intéresser au SAGE. Ils demandent ensuite qu'une campagne de sensibilisation sur les économies d'eau soit entreprise. « Il existe — et à confort égal — des procédés performants pour économiser l'eau », assure Gérard Chausset.

Autre gros point noir, l'état du réseau de distribution d'eau. 25 % de l'eau s'évapore en effet pour rien. Quand on sait que la consommation d'eau annuelle dans le département est de 150 millions de mètres cubes, on imagine le gaspillage. Les Verts

demandent enfin aux entreprises de distribution de l'eau de modifier leur politique de communication. « Ils rabaissent l'eau au rang de simple valeur marchande », déplore Jean-Pierre Dufour, président des Verts-Gironde. « Plus on consomme d'eau, moins on la paie cher, et plus elles (les entreprises de distribution) gagnent d'argent. Ça n'incite pas à faire des économies », dit-il. « L'eau est un des seuls biens qu'on ne peut fabriquer soi-même. Celui qui puiserait dans le trésor de la Banque de France irait en prison. Celui qui puise sans vergogne dans les ressources d'eau ne risque rien, alors qu'elles sont en danger. »

• B. L.

ENVIRONNEMENT. Le schéma d'aménagement et de gestion des nappes profondes de la Gironde entre dans sa phase active, suite à la signature d'un accord-cadre de protection des réserves d'eau

La chasse au gaspi est ouverte

de Jean-Paul Vigneaud

Plus question de gaspiller l'eau ! Le Schéma d'aménagement et de gestion des nappes profondes de la Gironde (Sage) entre dans sa phase active. Devant témoin — Albert Dupuy, secrétaire général de la préfecture —, les onze partenaires de l'accord-cadre ont signé hier leur engagement et, du même coup, ont juré de ne plus jeter une goutte par la fenêtre. Ce sont l'Etat, le comité de Bassin Adour-Garonne, la région Aquitaine, le département de la Gironde, la Communauté urbaine de Bordeaux, le Syndicat mixte d'études pour la gestion de la ressource en eau du département de la Gironde, la Chambre d'agriculture, les Chambres de commerce et d'industrie de Bordeaux et Libourne et l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

L'aboutissement d'un long travail mené par la Commission locale de l'eau (CLE), que préside le député Pierre Ducout et qu'a chaleureusement salué hier Jean François-Poncet, président du comité de Bassin Adour-Garonne.

L'objectif est simple : protéger les réserves d'eau souterraines pour que nos petits-enfants, arrière-petits-enfants et arrière-arrière-petits-enfants puissent bénéficier du trésor autant que nous.

30 millions de mètres cubes à économiser. Sans ce coup de frein, on courait à la catastrophe. Lors des dernières décennies, on a pompé de façon exagérée. Jusqu'à mettre en péril la nappe de l'éocène. Trop sollicitée, cette dernière est menacée d'intrusion saline, ce qui pourrait la rendre



La signature de cet accord devrait permettre de protéger au mieux les réserves d'eau

PHOTO NICOLAS LE LIÈVRE

totalelement impropre à la consommation. Or, cette nappe alimente 600 000 habitants de la Gironde en eau potable...

Pour éviter ce risque, les acteurs institutionnels girondins réunis à la préfecture ont déclaré ouverte « la chasse au gaspi ». 143 millions de mètres cubes d'eau sont prélevés chaque année en Gironde, dont 110 millions de mètres cubes pour l'eau potable, 25 millions pour l'agriculture, 8 millions pour l'industrie et 4 millions pour la géothermie. Dans le cadre du Sage, il a été décidé de diminuer les pré-

lèvements de 30 millions de mètres cubes au moins par an : 15 millions de mètres cubes à travers des actions d'économie d'eau, 15 millions par le biais de ressources de substitution (utilisation de nappes moins en danger ou eaux superficielles).

L'affaire de tous. Cette chasse au gaspi ne passera pas inaperçue. Tout le monde, sans exception, sera informé. Par voie d'affichage, lettres, messages répétés. Il faudra même passer à la caisse, une petite redevance étant prévue pour couvrir les frais. Elle fi-

gurera sur la facture d'eau. Tout cela pour provoquer un déclic et de nouveaux réflexes. Comme on éteint la lumière pour réduire la consommation d'électricité, on doit dorénavant éviter de faire couler l'eau pour rien. On doit aussi surveiller les fuites, utiliser tous les matériels possibles pour réduire la consommation (réducteurs de pression, limiteurs de débit, chasse d'eau moins volumineuse, etc.). Les particuliers ne seront pas les seuls sensibilisés, les établissements publics le seront tout autant.

Les industriels seront égale-

ment touchés. Ce qui a déjà été fait sur la presqu'île d'Ambès. Ici, la Communauté urbaine de Bordeaux a créé une unité de pompage et de traitement sur les bords de la Garonne. Pour que les industriels n'utilisent plus les eaux souterraines mais l'eau du fleuve traitée. Une économie possible de 2,5 millions de mètres cubes par an. Les industriels ont eu du mal à accepter, mais à la mi-décembre, les premiers engagements ont été signés. Michelin en tête. Avec ici une économie de 1 million de mètres cubes prévisible. Qui dit mieux ?